

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?



LA CRISE ? QUELLE CRISE ?

201-1

JEAN-MARIE BRANDT – Ancien directeur général de banque et chef du fisc vaudois

Notre session précédente a conclu à une sortie de la crise de 2008 par l'instauration d'un **nouvel ordre instable** auquel il s'agit maintenant de s'adapter.

De quelle manière? De quoi s'agit-il? Où en sommes-nous en Suisse de la crise institutionnelle avec les États-Unis et avec l'Union Européenne? Quel chômage réel s'est installé aux États-Unis et en Europe? Que signifie-t-il, en particulier le chômage des jeunes, pour notre société? Quel modèle construire pour la Suisse, en particulier après la votation populaire du 9 février 2014 sur **l'immigration de masse?**

A la demande du groupe, nous relançons nos traditionnels débats d'automne qui sont ouverts à **toute personne intéressée.**

Notre approche, pluridisciplinaire et originale, identifie les critères et les notions propres à répondre à nos interrogations quotidiennes dans un domaine technique qui nous concerne tous.

Un support facultatif de débat est proposé au prix de CHF 10.-

QUAND : mercredi de 18h30 à 20h00

3 séances de 2 périodes

DATES : 28 octobre, 4, 11 novembre 2015

LIEU : HEP - Haute Ecole Pédagogique - Salle 816 / Av. de Cour 33, Lausanne

PRIX DU COURS : CHF 120.-

MEMBRES COTISANTS UPL, AVS, AI, CHÔMEURS, APPRENTIS, ÉTUDIANTS : CHF 110.-

L'INSCRIPTION S'EFFECTUE PAR LE PAIEMENT - CCP 10-10606-4 - AUSSI PAR INTERNET

**PROGRAMME COMPLET
DES COURS ET INSCRIPTIONS
SUR WWW.UPLAUSANNE.CH**

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE
ESCALIERS DU MARCHÉ 2
CASE POSTALE
1002 LAUSANNE

TÉL 021/315 24 24
FAX 021/315 24 21
INFO@UPLAUSANNE.CH
WWW.UPLAUSANNE.CH

J.M. Brandt

2015

28 octobre, 4, 11 novembre

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

AVERTISSEMENT

Ce document est un papier de travail (et non pas un document définitif préparé pour une publication) destiné à guider le débat sur la crise et à servir de référence pour des éventuels approfondissements et suivis de situation économique sur le moyen terme.

Les données qu'il présente ne sont, sauf exceptions mentionnées, par référencées. Elles sont tirées notamment de la presse quotidienne, des revues spécialisées (BCV, Banque Pictet, Banque Edmond de Rothschild, Notenstein, UBS), ou de documents institutionnels (organismes onusiens, Conseil fédéral, FMI, OCDE, CVCI).

L'idée consiste à permettre de se faire, à la suite de la publication de *La Crise ? Quelle crise ?*¹ une opinion personnelle à la lecture quotidienne de la crise dite financière qui a commencé aux USA en 2006 et en Europe en 2008 et qui débouche aujourd'hui sur un ordre inédit de nature financière (et non plus économique) et de caractère instable (et non plus à croissance tendancielle).

Quelques statistiques illustratives sont proposées en annexe.

¹ BRANDT Jean-Marie, *La Crise ? Quelle Crise ?* Genève, Ed. Slatkine, 2015
J.M. Brandt

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

TABLE DES MATIERES²

- 1- OUVERTURE - ENJEUX
- 2- FEUILLE DE ROUTE : BALISAGE. OBJECTIF(S)
- 3- DÉFINITIONS - PARADIGMES (PRINCIPES DE CRISE)
- 4- LA CRISE - QUELLE CRISE ?
 - 4.1- GÉNÉRALITÉS
 - 4.2- ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DE LA CRISE
 - 4.2.1 Les principes de l'analyse
 - 4.2.2 Etymologie et définitions techniques
 - 4.2.3 Travail de groupe
- 5- LES CINQ PHASES DE RUPTURE ET LES CHANGEMENTS DE PARADIGMES (DE PRINCIPES)
 - 5.1 GÉNÉRALITÉS
 - 5.2 CRISE FINANCIÈRE PHASE 1 (WALL STREET). DU CRÉDIT TOXIQUE À LA CRISE DE LIQUIDITÉ (LA "GRANDE RÉCESSION") : RUPTURE DU PRINCIPE DE *CONFIANCE*
 - 5.3 CRISE FINANCIÈRE PHASE 2 (WALL STREET). DU NÉOLIBÉRALISME À L'INTERVENTIONNISME : RUPTURE DU PRINCIPE DE VÉRITÉ
 - 5.4 CRISE FINANCIÈRE PHASE 3. STRATÉGIE DU CHEVAL DE TROIE ET CRISE DE LA DETTE : RUPTURE DU PRINCIPE DE *SOUVERAINETÉ*
 - 5.5 CRISE FINANCIÈRE PHASE 4. CONCUBINAGE FRANCO-ALLEMAND ET PSEUDO-PROCURATION DES 27 : RUPTURE DU PRINCIPE DE *SOLIDARITÉ*
 - 5.6 CRISE FINANCIÈRE PHASE 5. STRATÉGIE DE LA BALLE DANS LE PIED OU LA SUISSE SE DISTINGUE : RUPTURE DU PRINCIPE DE *DIGNITÉ*

² Les chapitres de 1 à 5 donnent les définitions, la structure et le cadre de notre analyse, lesquels n'ont pas changé depuis notre présentation de l'été 2014. Pour retrouver leur contenu, se référer à www.pleiade.ch sous *documents économie 2014*

J.M. Brandt

28 octobre, 4,11 novembre

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

6- DIAGNOSTIC FIN 2015. ÉTAT COMATEUX, ALIMENTATION ARTIFICIELLE

7- INSTABILITÉ STRUCTURELLE DE NATURE FINANCIÈRE : UNE LEÇON INÉDITE ?

7.1 Vision globale

7.2 L'exemple de la Grande déflation de la fin du XIXème

7.3 L'exemple de la Grande dépression des années 1930

8- LES CONSÉQUENCES SOCIALES : OÙ SONT PASSÉS LES POLITIQUES ?

9- LA MONDIALISATION : LA SORTIE DE CRISE ?

10- ET LA SUISSE ?

ANNEXES : trente reproductions d'articles tirés de la presse quotidienne

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

1- OUVERTURE - ENJEUX

- **Accueil**

- **Présentations**

- **Enjeux**
 - personnels

 - collectifs

 - sociétaux

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

2- FEUILLE DE ROUTE : BALISAGE. OBJECTIF(S)

2.1 - BALISAGE

- Méthode

Etymologie et définitions de base

Repérage

Paradigmes ou «principes de crise»

Repères historiques

Appréciation générale

Travail de groupe

- Contenu

La crise, quelle crise ?

Les cinq phases : ruptures et changements de paradigmes (de «principes de crise»)

2.2 - OBJECTIF (S)

- personnels
- collectifs
- sociétaux

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

3- DÉFINITIONS - PARADIGMES (PRINCIPES DE CRISE)

3.1- DÉFINITIONS

Crise

A la fois *rupture* et *opportunité*. Tension entre un pôle de *cassure* (mort) et un pôle de *guérison* (vie) dans la dynamique d'un *retournement* (par rapport à des repères, des paradigmes, ou des principes de crise (règles d'actions déterminantes dans la rupture de crise), des habitudes. Dynamique de guérison, ou de *conversion* au sens propre. Selon *Paul Ricoeur* :

"...c'est dans la structure temporelle [le quotidien vécu par moi] du processus de personnalisation [me forger une opinion]³ que réside le nœud [le possible dénouement] de la crise. L'engagement [traduire l'opinion en acte responsable] est cet effort dirigé vers la formation de l'avenir humain [mon avenir, celui de mes enfants, de mon pays, de mes croyances] : la crise naît ainsi au carrefour où l'engagement est en lutte avec la tendance à l'inertie, à la fuite, à la désertion [la crise nous place devant un choix responsable]."⁴

Valeurs

Les valeurs évoquées, nos valeurs, sont les valeurs *judéo-chrétiennes*, celles qui fondent notre culture et notre identité.

Crise de la culture

La crise, c'est cette "*Crise de la culture*" qu'*Hannah Arendt* diagnostique⁵ dans la **banalisation** généralisée de toute chose : *dépersonnalisation, déresponsabilisation, perte de l'identité, du repère* dans le processus économique de l'*industrialisation* pris au sens large.⁶ Nous ajoutons comme un principe de base (à redécouvrir) : oubli de la "***particularité helvétique***".

Confiance :

- *Créance, foi, sécurité*⁷
- Sentiment universel qui, s'il n'est pas une valeur en soi, est le produit de l'ensemble de nos valeurs. Valeur de *synthèse*

³ Les phrases entre crochets sont nos commentaires

⁴ RICOEUR Paul, conférence donnée le 3 novembre 1986 à l'Université de Neuchâtel pour le titre de Dr honoris causa, sous le titre : *La crise : un phénomène spécifiquement moderne ?*

⁵ ARENDT Hannah, *La crise de la culture*, (trad.) Paris, Editions Gallimard, 1972 et *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calman-Lévy, 1983

⁶ Cf. : ARENDT Hannah, *La Crise de la culture*, Paris : Gallimard, 1972 [1954]

ARENDT Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Paris : Calman-Lévy, 1983 [1961]

⁷ Cf. Petit Robert

J.M. Brandt

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

- Respect de la personne dans sa *dignité* de créature au *libre-arbitre*, respect des institutions qu'elle a construites pour son mieux-vivre
- *foi* en l'autre, en l'Autre, *credo* latin⁸, *pistis* grecque⁹ : fondement de la culture et de l'identité judéo-chrétienne qui ouvre, avec l'espérance, sur l'avenir et sur la projection anthropologique (que nous qualifions ici d'inspirée). Selon Emmanuel Levinas¹⁰, ce qui nous caractérise en Occident, c'est le *rapport éthique*, le *rapport à l'autre*, celui qui mène *au Tout Autre*, à *l'infini*, à *Dieu*, dans un impossible élan joliment qualifié d'*asymptotique* par Pierre Hadot¹¹, puisque comme le résume Levinas : "c'est dans le visage d'autrui qu'il y a Dieu, et pour moi, toute la théologie."¹²

La confiance, la *foi* dans l'autre qui mène à l'Autre, sont la clé du sens que nous donnons à notre finitude (fussions-nous croyants ou athées) et la clé de la valeur que nous plaçons dans la personne. Ces clés sont bien celle de la culture et de l'identité judéo-chrétiennes. Et, nous l'ajoutons pour le débat : les clés de la "**particularité helvétique**" ?

Liquidité

Or la *confiance* est la clé du système financier. En termes techniques on parle de la "*liquidité* du système". La liquidité est non seulement l'expression monétaire de la *valeur* économique, elle est à la fois le moyen et l'expression de la relation que les acteurs financiers entretiennent entre eux et avec les acteurs économiques. La disparition de la liquidité entraîne la disparition de la relation. La raréfaction de la liquidité entraîne les prix à la hausse, à commencer par ceux du crédit. La multiplication de la liquidité induit l'inflation et la perte de valeur économique.

Acquis judéo-chrétiens

Les fondements de notre identité et de notre culture. Que l'on soit croyant ou non-croyant, la tension de corrélation entre les deux pôles culture - religion tels que décrit notamment dans la Théologie

⁸ Confier en prêt, tenir pour vrai, croire, penser, avoir confiance, se fier, ajouter foi, croire

⁹ Confiance, crédit, bonne foi, fidélité, foi, croyance ; ce qui fait foi, action de tenir pour vrai, moyen d'inspirer confiance, de persuader, preuve. Utilisé aussi dans le sens du serment devant les dieux, du gage donné aux dieux, de la confiance dans les dieux, du pacte

¹⁰ LEVINAS Emmanuel, *Totalité et infini*, Pars, Kluwer Academic, 1971

¹¹ in HADOT Pierre, *Eloge de la philosophie antique*, Paris, Editions Allia, 2003

¹² in LEVINAS *ibid.*

J.M. Brandt

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

systématique¹³ ou la Dogmatique¹⁴ du théologien Paul Tillich illustrent la spécificité de l'identité occidentale sous un angle d'ouverture générale. Selon cette idée, la culture est le contenant et la religion le contenu d'une dynamique culturelle spécifique à la tradition occidentale.

L'idée de tension de corrélation peut-être développée dans de nombreuses combinaisons qui toutes se situent et se définissent comme étant au cœur de notre tradition. L'une d'elle est la tension de corrélation religion - économie, l'économie étant l'une des pierres-angulaires de notre culture : le lien est aujourd'hui en tension de rupture, car l'économie sécrète une culture qui lui est propre et qui n'est plus en lien avec la religion : c'est la culture financière. La finance en effet n'est plus au service de l'économie et, de ce fait poursuit des buts qui lui sont propres, soit de nature matérialistes d'accroissements à court terme de la richesse et du paraître¹⁵.

Conclusion

La crise actuelle est une crise de liquidités, une crise de confiance, elle met en cause la valeur qui est au fondement de nos acquis judéo-chrétiens : notre identité dans un monde globalisé.

3.2- PARADIGMES (PRINCIPES DE RUPTURE)

4- LA CRISE - QUELLE CRISE ?

4.1- GÉNÉRALITÉS

En l'absence de diagnostic porté sur le mal profond dont la crise financière est le symptôme, la thérapie s'est limitée jusqu'ici à une thérapie de nature financière, soit une thérapie de surface. Cette attitude générale des dirigeants politiques occidentaux, limitée quant à sa nature, est présentée comme nécessairement illimitée quant à ses ressources : selon les déclarations de principe des responsables des institutions compétentes (les banques centrales) la thérapie (politique monétaire) est appliquée

¹³ TILLICH Paul, *Théologie systématique I. Raison et révélation*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 2000 [1951]. TILLICH Paul, *Théologie systématique II. L'être et Dieu*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 2003 [1951]. TILLICH Paul, *Théologie systématique III. L'Existence et le Christ*, Lausanne : Editions l'Age d'Homme, 1980. TILLICH Paul, *Théologie Systématique IV. La vie et l'Esprit*, Genève : Labor & Fides, 1991 [1963]. TILLICH Paul, *La dimension religieuse de la culture*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1990.

¹⁴ TILLICH Paul, *Dogmatique*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1997 [1925].

¹⁵ BRANDT Jean-Marie, *Obsolescence de l'offre religieuse*, th. Dr théologie Uni Lausanne, Genève, Editions Slatkine-Fonds pub. Uni Lausanne, 2010

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

de façon illimitée jusqu'au redémarrage de la croissance. Il y va de leur crédibilité politique et non pas seulement de la crédibilité des mesures prises.

Il y a lieu de distinguer entre la *Federal Reserve Bank* (*Fed*, ou Banque centrale US) et la Banque Centrale Européenne (*BCE*).

La première fait le pari de la croissance en rachetant pour partie les dettes de l'Etat fédéral et en échangeant les échéances courtes contre des longues, ce qui injecte dans l'économie des sommes équivalentes (trois mille milliards de \$ à ce jour !) sans exigence de contrepartie en matière de déficit budgétaire et d'endettement public (racheter les dettes de l'Etat par la Banque centrale revient à les faire passer de la main droite à la main gauche (deux personnes juridique, un seul contributeur économique). Les USA appliquent le *Quantitative Easing* (à trois reprises depuis 2009), qu'on peut taxer d'ultra-libéralisme ou de néo-keynésianisme. C'est donc un pari sur la croissance et non pas sur la rigueur. On injecte massivement ("sans limite") des liquidités en maintenant le taux d'intérêt artificiellement au plus bas niveau, dans le but de faire redémarrer la croissance par la consommation et les rentrées fiscales. Pas de changement de mentalité en vue. La crise n'apporte pas de «conversion». Et cela même si l'interventionnisme effréné dont a fait preuve l'Etat fédéral pour sauver Wall-Street et l'économie pendant les quinze jours de crise aiguë en 2008 révèlent une attitude en contradiction flagrante avec la loi de l'ultra-libéralisme de marché. La scène se déroule sans autre forme de procès sur le théâtre mondialisé et en principe déréglementé de l'*économie de marché*¹⁶.

La seconde, avec le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Union Européenne (UE, les Vingt-Sept), en particulier l'Union Economique et Monétaire (UEM, les Dix-Sept) et la BCE, fait le pari du redressement de la croissance par la diminution de l'endettement et donc du déficit budgétaire (la rigueur). Cette attitude, qui jusqu'ici a amené ralentissement économique et récession, a placé les pays du Sud en état de crise grave à long terme en premier lieu au détriment de la classe moyenne et des jeunes. L'aggravation de la situation, en particulier l'affaiblissement du système bancaire a fait prendre à la BCE un quart de virage vers une attitude identique à celle de la FED en ce sens qu'elle s'est mise à racheter de la dette toxique à court terme pour l'échanger contre du long terme. Il s'agit ici d'un changement de paradigme (que nous qualifions de «conversion») qui nécessite un changement de mentalité socio-politique, partiellement contredite par le quart de virage pris depuis.

L'attitude de la Suisse se situe dans le cadre de la conversion ci-dessus franche et entière avec l'avantage de l'avoir adoptée avant la crise généralisée.

¹⁶ *Terminologie actuelle pour capitalisme*
J.M. Brandt

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

4.2- ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DE LA CRISE

.....

4.2.2 ETYMOLOGIE ET DÉFINITIONS TECHNIQUES

- **crise**

Grec *crisis* (κρίσις) : faculté de se faire une opinion personnelle, de séparer (distinguer, juger, faire un choix, séparer, trier, contester), et d'agir en conséquence : décider par choix. Phase aiguë d'une situation aliénante, telle la maladie.

Grec *krino* (κρίνω) : séparer, distinguer, choisir, décider, trancher, juger, interpréter, faire entrer dans la phase critique.

- **valeur**

Latin *valeo* : être fort, puissant, s'établir, se maintenir, régner, avoir une signification, un sens, être en bonne santé.

- **Crise financière**

Crise de change, ou bancaire, ou boursière, ou de la dette publique (relativement fréquentes). Une crise financière qui dure comporte des conséquences sur l'économie.

- **Crise économique**

Les conditions-cadres de la société, les structures et les procédures de gestion de ses ressources, sont mises en question au point de risquer une détérioration durable (peut être partie intégrante de cycles économiques, et répondre à des jugements et des actions conventionnelles).

- **Récession**

Période pendant laquelle le PIB décline et le chômage augmente

- **Dépression**

Diminution durable de la production et de la consommation (depuis deux trimestres consécutifs de baisse du PIB)

- **Crise en général**

Situation qui exige un jugement et une décision hors des schémas habituels, ou de l'expérience acquise, elle a une dimension relationnelle, éthique et elle :

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

- Fait appel à l'opinion personnelle
- Se présente comme un paroxysme qui nécessite de rompre avec l'acquis, l'habitude
- Représente la fin d'un monde et des composantes incapables de s'adapter
- Offre le potentiel de renaissance à un monde meilleur

Saut qualitatif dans l'évolution du monde, de la société, de l'homme, état de séparation entre deux mondes, deux manières d'être et de faire.

Opportunité de faire mieux, beaucoup mieux, qui est inattendue, qui nécessite un bon jugement et un engagement immédiat.

5- LES CINQ PHASES DE RUPTURE ET LES CHANGEMENTS DE PARADIGMES (DE PRINCIPES)

5.1 GÉNÉRALITÉS

- Crise financière phase 1 (WALL STREET). Du crédit toxique à la crise de liquidité (la "grande récession") : rupture du principe de *confiance*
- Crise financière phase 2 (WALL STREET). Du néolibéralisme à l'interventionnisme : rupture du principe de *Vérité*
- Crise financière phase 3. Stratégie du cheval de Troie et crise de la dette : rupture du principe de *souveraineté*
- Crise financière phase 4. Concubinage franco-allemand et pseudo-procuration des 27 : rupture du principe de *solidarité*
- Crise financière phase 5. Stratégie de la balle dans le pied ou la Suisse se distingue : rupture du principe de *dignité*

.....

5.5 CRISE FINANCIÈRE PHASE 5

5.6.1 GÉNÉRALITÉS

La Suisse a été jusqu'ici préservée de la crise financière et économique essentiellement pour les raisons suivantes :

- une souveraineté qui fonde la cohérence de ses attitudes sur le long terme

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

- une stabilité politique et sociale à long terme fondée sur une relation de proximité
- la rigueur de son économie politique et de sa gestion
- la confiance et l'image de sérieux que donnent la cohérence et la rigueur
- une politique monétaire crédible
- une économie diversifiée, basée sur un riche tissu de PME, et des positions dominantes sur l'extérieur
- une politique fiscale raisonnable à l'intérieur et attractive pour les sociétés étrangères
- une innovation motrice au plan mondial
- un phénomène de mode dans les pays émergents comme la Chine
- la chance que lui donnent son positionnement et sa situation géographique

Or la Suisse est en crise dans le sens qu'elle est la cible d'un tir d'opportunité groupé et systématique, qu'elle n'y répond pas de manière satisfaisante et qu'elle donne progressivement l'image d'une entité fautive, faible et qui trahit ses engagements. Elle est attaquée dans ce qui fait sa force et qui est au centre de sa vulnérabilité : son sérieux et la confiance qu'il inspire.

La Suisse est entrée dans la crise mondiale par la porte institutionnelle essentiellement pour les raisons suivantes :

- son succès en fait une proie riche
- le défaut de sa qualité de rigueur est le juridisme de ses attitudes face à des partenaires en relation de force
- les agissements criminels de l'UBS notamment aux USA en termes de loi pénale non seulement à l'étranger mais également en Suisse
- les mensonges par omission de l'UBS au politique lors de son sauvetage en 2008
- l'attitude de la banque d'affaire de l'UBS qui ne sert plus l'économie, et qui ne respecte plus la tradition de respect et de coordination avec les milieux suisses

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

- les tricheries multiples de l'UBS notamment dans les affaires Kweku Adoboli et LIBORgate
- le manque de compétence et de leadership du politique face au lobbying financier combinés avec le divorce de mentalités entre banquiers suisses
- le manque de jugement ou la trop grande confiance en soi par rapport au secret bancaire et à l'isolement

Le changement de paradigme porte sur ce qui a fait la réussite de la Suisse : l'image de sérieux et la confiance qui en résulte. La crise n'est ni économique ni financière. Elle touche le cœur institutionnel de ce qui est la marque d'une culture gagnante. Le secret bancaire, en particulier l'image qu'avaient développée mondialement le respect de la personne et de sa sphère privée, ainsi que l'hygiène anti-blanchiment unique au monde, en étaient le symbole.

La Suisse a poursuivi depuis 2008 une stratégie de la balle dans le pied : la Suisse se contredit dans ce qui fait le cœur de son sérieux : la gestion de l'intimité de la personne. Ce changement va au-delà de la crise et de sa tension : c'est la rupture du «*principe de dignité*».

5.6.2 REPÈRES HISTORIQUES

.....

6- DIAGNOSTIC FIN 2015. ÉTAT COMATEUX, ALIMENTATION ARTIFICIELLE

Perspectives de croissance mondiale révisées à la *baisse* (décevantes aux USA et au Japon, pas de relèvement en Europe, baisse prolongée de la croissance en Chine, pas de croissance dans les autres BRICS) : pas de retour à l'état antérieure à la crise de 2007, pas de sortie de crise en vue. Doutes et panne prolongée de l'investissement.

Opposition inédite entre pays émergents et développés (lente reprise dès 2012 de la zone euro suite au soutien de la BCE et à la vigueur allemande, à la sous-évaluation pour ceux-ci de l'euro allemand, l'inverse pour les pays du Sud de la zone, enfin baisse de plus de moitié du prix matières premières¹⁷ avec polarisation mondiale des revenus et aggravation inégalités).

Risque de *déflation* en Europe contenu par la politique BCE (baisse du taux directeur à 0.5% et taux négatif de rémunération à -0.20%), son programme de rachat d'actifs (tardif, dès janvier 2015) sur le modèle US (1140 milliards à raison de 65 par mois). Les actifs rachetés (étatiques), rattrapés par la

¹⁷ Economies pays développés : 1 % PIB ou \$ 250 milliards
J.M. Brandt

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

réalité du marché, ont augmenté de prix et la rémunération des emprunts à long terme a encore baissé, mettent en péril l'épargne institutionnelle (les caisses de pension).

Les nouvelles *règles prudentielles bancaires* ont augmenté, voire plus que doublé les coûts de fonctionnement, d'où le dégageant bancaire massif des affaires en termes de bilan, la concentration du secteur sur les segments les moins risqués et un mouvement de restructuration profond en démarrage dans la branche. Conséquences très importantes à venir sur le marché du financement des entreprises. Divergences marquées entre les USA (entreprises endettées et à long terme) et l'UE (Etats endettés et à court terme)

La pléthore de *liquidités* due aux politiques des banques centrales, au lieu de s'investir dans l'économie, l'a fait dans la bourse (croissance artificielle sans lien avec la situation économique), ou est retournée aux banques centrales (d'où les intérêts négatifs, mais sans résultat), soit aujourd'hui la coexistence inédite de liquidité globale et de sécheresse des marchés (caractéristiques d manque de confiance et de vision sur l'avenir, en particulier en matière d'investissements) : une bombe à retardement avec envolée des taux à long terme et tassement massif du prix des actifs, *crises sociales* à grande échelle intervenant avant la rupture de la passerelle intergénérationnelle.

La zone euro se caractérise par la *non-coopération* économique et la crispation en retrait de toute intégration budgétaire et fiscale. Reprise timide de la consommation, mais les écarts entre la pays de la zone s'accroissant jusqu'à la tension de ruptures, pas de renversement significatif du taux de chômage (continue à augmenter en France), le chômage des jeunes continue à s'accroître, comme le chômage de longue durée, les différences entre membres de la zone à s'accentuer, et le modèle social de passerelle intergénérationnelle est soit rompu (Grèce, Portugal, Espagne), soit fragilisé (France, Italie) sans que les responsables politiques ne relèvent encore cette cassure fondamentale.

Les USA tirent en apparence leur épingle du jeu avec un taux de chômage passé de 11% à 5.3% en juin 2015. Mais on assiste, à une augmentation du taux de chômage de longue durée (plus 6 % en 2014), à une *précarisation* marquée de l'emploi : taux de l'emploi plutôt dégradé, qualité de l'emploi détériorée (jobs inadaptés aux compétences), emplois à court terme, pression employeurs démesurée.

Il en va de même en UK à tous égards.

En conclusion, le problème du *chômage*, doublé du problème de *l'emploi*, sont les plus graves conséquences de la crise de 2007. Les chiffres montrent la stagnation

- chômage octobre 2015 (octobre 2014):

zone euro 11 % (11.5 %) - 27.6 millions (28 millions)

union européenne 9.5 % (10.1%) - 27.5 millions (28.3 millions)

OCDE 6.8 % (7.3 %) - 28.8 millions (29.2 millions)

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

Suisse 3.5 % (3.4 %) - 165.000 (163.000)¹⁸

- emploi octobre 2015 (octobre 2014) :

zone euro 64.3 % - (63.7 %)

union européenne 65.5% - (64 %)

OCDE 66.1 % - (65 %)

Suisse 79.8 % (80.1%)

USA 68.7 % - (67.1 %)

On parle de stagnation car le progrès accompli non seulement n'est pas déterminant, mais en plus ne reflète de loin pas l'effort consenti en termes financiers, de restructuration, et de perte de valeur ajoutée en faveur en particulier de la Chine.

Les conséquences sont:

- une partie substantielle de la jeunesse européenne n'aura jamais de travail
- Il en va de même des chômeurs de longue durée
- les disparités s'accroissent, rendant encore plus complexes le processus d'intégration
- les mondes multipolaires tendent à remplacer les zones d'intégration
- les processus de confrontation tendent à se substituer aux processus de coopération

La passerelle intergénérationnelle des *retraites* et de la transmission du *savoir-faire* et du *savoir-être* sont rompues dans quelque pays, fragilisées gravement dans d'autres, alors qu'elles sont confortées par ailleurs. La rupture de *savoir-être* et de *savoir-faire* au sein de la zone euro est devenue irrémédiable, mettant en cause, avec l'identité européenne, ses valeurs. Aucun politique ne parait à ce jour l'incorporer dans sa vision ou dans son message. La crise aura ceci de positif qu'elle fera basculer la zone euro vers davantage d'intégration, ou à l'inverse la fera exploser.

¹⁸ Attention : légère sous-estimation en termes européens

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

7- INSTABILITÉ STRUCTURELLE DE NATURE FINANCIÈRE : UNE LEÇON INÉDITE ?

7.1 Vision globale

L'économie est un corps vivant qui connaît ses lois et qui est influencé par les corps extérieurs, avec ses croissances et ses crises. C'est qu'elle est le produit du comportement humain et non pas celui d'une vérité unique dont l'absolu suivrait ses propres lois à découvrir certes, mais à laisser faire. L'ultra-libéralisme est l'une des causes de la crise de 2007. Il dirige l'économie (il n'est plus à son service), poursuivant ses buts propres, soit l'enrichissement immédiat et sans limite de ses quelque pratiquants, maintient l'économie occidentale en état de mort clinique. Il est cependant l'enseignement précieux qu'on devrait tirer et des grandes crises précédentes, et de l'obstination du chômage, en particulier celui des jeunes, depuis 2010. C'est que l'économie, vue rétrospectivement, sur une longue période, connaît ce que les économistes qualifient de "stagnation séculaire dans les cycles financiers".¹⁹

C'est que l'économie ne parvient pas par elle-même, c'est devenu évident, à maîtriser parallèlement les trois variables du plein emploi, d'une inflation stable (qui est l'ingrédient fondamental de l'indispensable croissance naturelle) et le maintien de la stabilité financière. Les ruptures à ce jour s'opèrent par l'influence des mutations technologiques, ou bien encore démographiques, la montée des inégalités, les déséquilibres financiers de grande ampleur. Les conséquences sont, dans un climat de rupture généralisée de la confiance et de la vision sur l'avenir, la forte dépression des dépenses et de l'investissement privés. La médication devrait en conséquence porter en priorité sur le soutien à la demande par l'allègement de l'austérité budgétaire allié aux politiques monétaires accommodantes minimisant le taux d'intérêt afin de réduire le coût du capital. De plus, comme les EU l'ont fait en 2008-2010., réduire l'endettement privé avant celui de l'Etat, au contraire de l'UE qui a augmenté les deux endettements simultanément depuis 2010. C'est ainsi que la zone euro est entrée dans ce que les économistes qualifient de "trappe de l'endettement" : la politique économique n'a pas pour but de contenir la bulle, et freine au contraire la baisse des prix des actifs, provoquant tendanciellement à la fois la baisse des taux d'intérêt et la hausse de la dette privée, quitte à ce que la dette des banques soit reprise par le Etats comme en 2010.

On observe que le cycle de vie financier, qui normalement devrait être au service du cycle économique et s'enrouler autour d'un sentier de croissance soutenable naturellement sur le long terme, est mû, depuis la libéralisation et la mondialisation (années 1980), par ce qu'on qualifie de *momentum* propre. Il s'amplifie en effet en trois temps :

- accroissement du crédit et hausse de l'immobilier se renforcent mutuellement
- réalisation du risque systémique et propagation de la crise financière, moment bien connu²⁰

¹⁹ Cf. en particulier Alvin Hansen, 1939 et Larry Summers, 2014

²⁰ "Moment Minsky", 1986

J.M. Brandt

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

- Désendettement forcé pour redresser le capital et relancer l'investissement

L'approche historique montre aujourd'hui que les cycles financiers sont de longue durée et de profonde ampleur et qu'ils résultent, après les crises systémiques, dans des dépressions prolongées plus ou moins contenues. Cela a été le cas de la Grand déflation de 1873 à 1913, comme de la Grande dépression des années 1930 et c'est tacitement le cas de la crise de 2007 à ce jour. Nous parlons d'un "nouvel état sur le long terme d'essence financière et de caractère instable auquel il s'agit tout bonnement de s'adapter".²¹

La leçon apparaît clairement. Les booms, en particulier des actifs immobiliers ou de la bourse, ne précèdent pas les crises et leurs retournements, mais en sont la cause. La différence essentielle entre la crise précédente et celle de 2007 tient dans le rôle du système monétaire :

- la mission de *prêteur en dernier ressort* a été étendue des banques commerciales à une multitude d'intermédiaires financiers pour éviter la contagion de la faillite Lehmann Brother qui aurait provoqué l'effondrement du système financier mondial
- les banques centrales ont massivement acheté la dette publique en provenance de la dette bancaire, la séparant du marché afin d'éviter une crise de liquidités. Cela n'a pas suffi : il a fallu injecter, et ce n'est pas fini, des milliards de liquidités dans le circuit. Elles ont donc remplacé le système bancaire en faillite virtuelle (la BCE avec quatre ans de retard par rapport à la FED, tant le manque d'intégration européenne et flagrant).

Or à ce jour les conditions de rentabilité de l'économie ne sont pas rétablies et les politiques monétaires élastiques entretiennent les vulnérabilités financières sous-jacentes qui ont pour conséquence de faire grossir les dettes au lieu de les alléger, sans pour autant remettre les économies sur les chemins de la croissance. Il faudrait retrouver le taux d'intérêt naturel qui induit l'inflation source de croissance. Mais le risque, étant donné le taux jamais vécu encore de l'endettement, est que le taux naturel condamne les Etats à la faillite, ou bien à l'inflation galopante. Les politiques dans ce contexte, ne prennent pas leurs responsabilités. Seuls les banquiers centraux (en réalité deux hommes) gèrent au jour le jour l'économie occidentale ! On ne voit aucune politique stimulante, fiscale, budgétaire ou industrielle mise en place. C'est le statu quo de "l'ordre nouveau".

²¹ Cf. BRANDT Jean-Marie, *La Crise ? Quelle crise ?* Genève, Ed. Slatkine, 2015
J.M. Brandt

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

7.2 L'exemple de la Grande déflation de la fin du XIXème

Les trois grandes crises de 1873, 1930 et 2007 sont de nature financière, et celles de 1873 et 2007 se ressemblent par le fait de la crise de liquidités et de confiance.

La Grande déflation de 1873 a éclaté à Vienne et s'est propagée dans toute l'Europe à la suite de spéculations immobilières financées par un cumul de dettes assumées par des sociétés immobilières dans un tout jeune réseau de banques à succursales. Les banques ont fait faillite dans les grandes capitales de l'Europe, entraînant une profonde récession générale. Une longue phase de croissance auto-entretenu par l'euphorie l'avait précédée. Le fait d'une accumulation sans précédent de capital par l'industrialisation des infrastructures (chemins-de-fer, route, urbanisation, commerce international), avait fait croire que cette dynamique non seulement ne cesserait pas, mais accélérerait. Il s'en est suivi une longue dépression ou marasme économique jusqu'en 1896. Trois crises financières résurgentes ont marqué cette époque avec succession de crises bancaires et sursauts d'expansion dans une déflation générale surtout dans les grandes et nouvelles puissances industrielles (EU et Allemagne). Les conséquences ont été la concentration industrielle avec la naissance des cartels (Allemagne) et des trusts (anglo-saxons), la concentration du libre-échange aux EU et en UK et la percée colonialiste à la recherche de nouveaux débouchés pour sortir de la crise. A la différence de la crise de 2007, les banques centrales n'ont pas eu de rôle structurel de substitution.

7.3 L'exemple de la Grande dépression des années 1930

Les années 1920 ont été marquées aux EU par l'explosion culturelle des nouvelles technologies de l'information, de la communication et de l'automobile. Le crédit a également explosé suite à la concentration de l'or aux EU qui y cherchait refuge pendant la guerre de 14-18 et suite aux innovations financières avec de nouveaux fonds d'investissement (*trust funds*) et à l'innovation du crédit à la consommation notamment pour l'achat de véhicules automobiles. À la suite du boum de l'immobilier résidentiel et de son financement à crédit, la crise a éclaté en 1926 lorsque la FED a augmenté le taux d'intérêt, propageant cette hausse aux ménages et à l'agriculture. A suivi un boom financier sans précédent sur la bourse à Wall-Street, suivi d'un éclatement de bulle en 1929 qui a fragilisé le système financier. Dès l'automne 1930 a sévi une crise générale du crédit entraînant la chute de la consommation (jusqu'ici plutôt à crédit) et de l'investissement. La déflation qui a suivi a entraîné l'économie en récession, appauvrissant la classe moyenne jusque-là emprunteuse, et redistribuant le pouvoir d'achat et les richesses des emprunteurs aux créanciers, les détenteurs de liquidités spéculant sur une baisse de prix. Le monde international, miné par les importantes dettes de guerre, avec l'instabilité politique en Europe et en Asie, l'intransigeance de la France vis-à-vis de l'Allemagne en pleine crise, ont provoqué une démonétisation systémique jusqu'à la destruction par l'hyperinflation des monnaies. La réduction des dettes de l'Allemagne avait redonné l'espoir, alors que le système bancaire américain, impliqué dans des prêts aux Européens, Allemands, Autrichiens et Hongrois en pleine crise décidèrent brusquement de couper leurs crédits. Tout le financement international se

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

trouva paralysé et les banques, à commencer par les Américaines, firent faillite les unes après les autres, entraînant l'insolvabilité générale du système financier et bancaire et provoquant une dépression économique aux conséquences sociales et politiques désastreuses. Contrairement à la grande Déflation du XIXème la segmentation des marchés internationaux qui suivit la disparition de la liquidité internationale amena la chute du commerce mondiale et au final la guerre de 39.

8- LES CONSÉQUENCES SOCIALES : OÙ SONT PASSÉS LES POLITIQUES ?

Depuis la période dite de la Grande Modération (dès les années 1980) les déséquilibres financiers se sont fait de plus en plus forts et fréquents, provoquant des crises intermédiaires (immobilières, des pays émergents, d'internet, boursières), pour aboutir à la crise de 2007-2008.

De 1980 à 2007 les cycles financiers sont devenus de plus en plus pointus et internationalement corrélés (déréglementation, globalisation, communication). Ensuite seules les crises économiques les plus importantes se sont doublées d'une crise financière. Enfin une nouvelle phase financière haussière a pris forme avant que la série des crises économiques ne soit résorbée, mettant en péril l'aide classique des banquiers centraux. Cet état des lieux perdure jusqu'à aujourd'hui.

Or seule une croissance autoentretenu indépendamment de l'aide du cycle financier peut permettre un désendettement général et massif, lequel est devenu indispensable depuis la reprise des dettes bancaires massives par les pouvoirs publics dès 2008, 2010. Nous constatons donc une panne naturelle de l'investissement depuis les années 1980 jusqu'à ce jour, au profit d'un essor immodéré de la finance qui se détache de sa mission d'être au service de l'économie et qui trouve en elle-même ses propres forces d'expansion sans limite dans le très court terme.

Deux différences apparaissent avec la crise de 2007 - 2008 :

- le rôle du prêteur en dernier ressort passé des banques commerciales à un réseau multiple d'intermédiaires financiers ne répondant pas aux mêmes réglementations
- les banques centrales occidentales se sont substituées aux Etats en reprenant leur dette qui avait plus que doublé ensuite du fait qu'ils avaient repris sur eux l'endettement du système bancaire en faillite

La dette est devenue ainsi stérilisée hors marché dans le but d'éviter toute crise de liquidités. Les banques centrales occidentales sont sorties de leur mission émettrice de monnaie et régulatrice des taux d'intérêt et de change, se substituant aussi au système bancaire défaillant. Etant donné ces conditions artificielles du prix de l'argent et l'absence d'inflation, les conditions à la fois d'investissement et de rentabilité de l'économie réelle ne se sont toujours pas rétablies et les politiques monétaires rendues élastiques jusqu'à l'infini, entretiennent les vulnérabilités financières qui font grossir les dettes, rendant toujours plus difficile le retour à une économie productive.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

Le taux naturel du risque devrait reprendre sa liberté, contrairement à ce que fait, depuis 2008 aux EU et depuis 2012 dans l'UE, le *forward guidance* actuel des banques centrales à la place et de l'économie (stimulation par injection de liquidités) et des banques (reprise de leur endettement par l'Etat, puis par les banques centrales par création de liquidités). Il s'agirait en outre de stopper le développement des bras de levier financier, comme l'expansion du *hedging* et de la *shadow finance* qui créent de l'endettement et détruisent les fonds propres, aliénant dans la foulée le revenu des Etats. Une nouvelle La politique fiscale devait y pourvoir. De même la politique industrielle devrait renforcer les développements publics d'infrastructures et d'innovations en complément de l'investissement privé. La transition énergétique, la naissance d'une migration mondiale à long terme et le recyclage de la planète devraient en être les axes de promotion.

En attendant le chômage réel (le double du chômage officiel) demeurera à des niveaux forçant l'endettement à long terme des Etats et précarisant une génération tout entière. Le chômage des jeunes, plus important et plus grave, compromet les qualités de subsidiarité et de solidarité intergénérationnelle de la société occidentale, à commencer par l'Européenne. A cela s'ajoute la dégradation structurelle et à long terme de la qualité de l'emploi (à commencer par les EU et l'UK) et le fait que l'emploi en soi n'a pas retrouvé et ne devrait pas retrouver ses niveaux d'avant la crise de 2007 - 2008.

Le spectre de la migration avec ses faces politique, économique, religieuse, climatique se dresse comme un défi inédit sur la première moitié du XXIème. Les conséquences sociales sont sans précédent.

Il n'est aucune vision politique à ce jour connue, ni de sortie de la crise naissante de l'emploi, de celle continue du chômage en particulier de longue durée et des jeunes, ni de l'immigration naissante, ni de la réglementation de la finance mondiale en pleine expansion. Seule la fraude fiscale a été prise comme un leurre politique, masquant l'urgence et l'importance des problèmes de fond.

9- LA MONDIALISATION : LA SORTIE DE CRISE ?

7.1- Globalité et *forward guidance*

Les politiques monétaires dites non-conventionnelles ont été inaugurées dès 2008 afin de pallier le système bancaire déficient et éviter le blocage du marché interbancaire mondial. Il s'est agi ensuite d'éviter une vrille (spirale) déflationniste à la japonaise, soit une récession à long terme doublée d'une raréfaction des liquidités.

La banque centrale (FED²², puis la BCE) endosse le rôle de premier prêteur à la place des banques face aux crédits pourris des *subprime* en :

²² TAF: Term Auction Facility
J.M. Brandt

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

allongeant l'échéance moyenne (jusqu'à trois ans) et augmentant le montant du refinancement des banques sans limite au lieu de prêter des montants mesurés et au jour le jour

- accordant le taux directeur (normalement à 7 jours) à l'ensemble de ces prêts
- imposant un taux artificiellement bas sur l'ensemble des prêts
- allouant des financements en devises sur base de *swaps* (taux de change fixé), facilitant le financement par les banques de l'activité internationale
- élargissant le réseau de leurs contreparties bancaires à quelque 7000 banques au lieu des *primary dealers* habituels (une vingtaine)
- soutenant le *shadow banking*

par le *Commercial Paper Funding Facility* en s'octroyant le droit d'acheter directement du papier commercial émis par les organismes de titrisation et se substituant ainsi aux *mutual funds*

par les *Asset-backed securities Loan Facility* en achetant des titres issus d'opérations de titrisation (ABS) en faisant crédit à des investisseurs

- réduisant le seuil des notations minima nécessaires pour accorder des garanties aux banques

Le résultat concret a été de réduire le *spread* (différence d'intérêt) entre banques et donc de faciliter avec un regain de confiance le marché interbancaire.

Leur efficacité s'est accrue en particulier aux EU dès lors que les Etats ont soutenu la recapitalisation des banques par le *Troubled Asset Relief Program* (TARP).

Les banques centrales ont fini par adopter un taux d'intérêt négatif sur les dépôts des banques afin de les encourager à replacer dans le circuit économique les liquidités qu'elles avaient créées.

On parle de *forward guidance*, comme si les banques centrales étaient les seuls agents occidentaux à imaginer et à mettre en pratique une vision à long terme mondialiste et dirigiste. C'est un paradoxe dans un monde ultralibéral qui marque bien l'acuité de la crise à la fois en tant que rupture, remise en question et opportunité de discernement et de changement.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

7.2- Quantitative Easing : forces et faiblesses dans la mise en œuvre

C'est dans le cadre du *forward guidance* que s'inscrit le *Quantitative Easing* (QE : assouplissement quantitatif).

Inauguré par la BOJ (dès 2011-2005), repris à très large échelle par la FED (de 2008 à 2014, jusqu'à 4200 milliards, soit 21 % du PIB), également par le Trésor anglais (de 2009 à 2012 pour 375 milliards de £) et enfin adopté par la BCE dès mars 2015), le QE est mixte : rachat de titres à revenu fixe, aussi bien garantis à 100 % parce qu'émanant d'Etats souverains (et pas en situation délicate comme la Grèce par exemple), mais également d'autres titres d'entités jugées très solvables. Les liquidités ainsi injectées dans le circuit économique sont censées faciliter la reprise de la confiance et des activités notamment de crédit. Ces achats font monter le cours des titres achetés, mais aussi des autres, sur lesquels le marché doit se rabattre. Les taux d'intérêt baissent et la vie des entreprises s'en trouve facilitée.

L'impact du QE de la FED est mondial notamment quant à la limitation de la récession dans les pays développés et a contribué à une surchauffe économique en 2010-2011 dans des économies émergentes (Brésil, Chine, Turquie).

Les faiblesses des politiques non conventionnelles des banques centrales sont importantes :

- distorsion du prix des actifs (hausse artificielle de la bourse)
- incertitudes liées aux taux négatifs
- aléa moral induit par la présence des banques centrales dans la gouvernance nationale et mondiale
- encouragement excessif à la prise de risque en matière financière et non pas à la relance de la confiance et de l'économie
- formation de bulles d'actifs, dans l'immobilier également
- illusion que la situation de renflouement persistera

La politique de hausse des taux à mener d'abord par la FED en principe dès la fin 2015 devrait contribuer à faire redémarrer l'inflation minimum nécessaire à la réactivation et du circuit économique des liquidités et de la confiance dans l'avenir, sources d'investissement et de croissance. Depuis 2007 l'investissement est paralysé, les entrepreneurs conservant par devers eux des réserves de liquidités devenues colossales, préférant "voir venir". Une condition préalable est l'arrêt des politiques non conventionnelles des banques centrales. Officiellement le *Federal Open Market Committee* a décidé

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

qu'il modifierait sa politique de taux d'intérêt proche de zéro dès lors que le taux de chômage serait passé au-dessous de 6.5%, et que les prévisions d'inflation ne dépasseraient pas 2.5%.

L'ère normale nouvelle nécessitée par le fait que la crise est terminée et qu'on est entrés dans un nouvel ordre économique de nature financière à caractère instable, ne reviendra pas à la norme d'avant 2007, mais demeurera dans une *forward guidance* des banques centrales qui guideront les anticipations du marché. Elles guideront de même l'économie et maintiendront pour ce faire la taille de leur bilan aujourd'hui multipliée par cinq. Nous entrons dans ce que la communauté financière nomme déjà le *new normal*, avec un pôle inédit de la gouvernance étatique et mondiale au niveau des banques centrales qui voient leur pouvoir nettement accru et qui n'ont de compte à rendre ni aux politiques ni à aux instances démocratiques. C'est une poursuite de l'ultra-libéralisation du pôle de la finance mondiale qui échappe encore davantage à toute réglementation, à tout recensement et donc à tout contrôle. Les banques centrales vont, en plus de leur pilotage monétaire inédit, avoir à stabiliser les flux financiers et surveiller et sanctionner les mauvais élèves parmi les banques sans avoir accès au marché de gré à gré, ou de la *shadow finance* qui remplit plu de 40 % des flux mondiaux financiers.

Cette vision d'avenir a commencé à s'appliquer dans le monde occidental avec deux particularités :

- une prédominance partagée entre la finance et les entreprises aux EU, puisque l'endettement est principalement l'affaire de entreprises en direct avec le marché
- une prédominance des banques et de la finance en Europe, puisque l'endettement est non seulement l'affaire des banques, mais encore est devenu celle des Nations et proportionnellement peu celle des entreprises

Les aléas au niveau de la zone euro sont les suivants :

- pas de coordination entre politiques monétaire, budgétaire et macroéconomique
- pas de politique monétaire explicitée
- pas d'assouplissement du crédit homogène : Portugal, Grèce, Espagne, les conditions de crédit sont plus chères et nettement que dans la zone
- la baisse des taux de la BCE n'a pas été répercutée sur le financement des entreprises à long terme
- l'efficacité de mesures de la BCE, contrairement aux EU, n'a pas eu et n'aura pas toute son efficacité en l'absence d'un marché des capitaux développé et donc essentiellement basé sur le financement bancaire

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

Pour la zone euro tout tiendra dans le projet de réforme de la Commission Européenne : l'UMC (Union des Marchés des Capitaux). Lancé en février 2015 ce projet englobe les 28 Etats membres pour un horizon à 2019. Il s'agit d'intégrer le marchés de capitaux, bref de créer un marché européen des capitaux avec les priorités suivantes :

- faciliter l'accès au marché des capitaux
- élargir les possibilités de financement des PME
- stimuler l'investissement à long terme
- développer le marché des placements privés

Il s'agit d'élargir le marché de la dette, car l'endettement des entreprises aux fins d'investissement est l'une des conditions nécessaires de la reprise de la croissance. Aujourd'hui les 20 plus gros emprunteurs obligataires occupent le 90 % des opérations d'émissions obligataires, avec aux EU et en UK le 50 % des entreprises qui recourent à ce marché, et en Europe moins de 30 % (36 % en Allemagne et 10 % en Espagne).

Les faiblesses apparues dans la mise en œuvre du QE tiennent dans le fait que cette politique est une politique de crise et par définition provisoire. Elle a trop longtemps duré sans que le politique prenne de disposition au plan économique, ni que la confiance reprenne entre banques e entreprises.

7.3- Instabilité financière et aggravation des inégalités

Dans la plupart des pays de l'OCDE, comme dans les pays émergents (selon son rapport de mai 2015), les inégalités ont atteint des records qui sont devenus tous autant de points critiques (Cf. graph. 4 p. 30 et 3 page 29). Or les revenus modestes ou pauvres ne sont pas, comme on a voulu le faire croire, à l'origine de la crise des *subprime* en 2007, revenus qu'on aurait contraints à s'endetter afin de maintenir leur niveau de consommation. C'est bel et bien le dogme ultra-libéral du président G.W. Bush qui prétendait que chaque américain avait droit à une maison !

Il est fort probable, encore qu'aucune étude n'ait été consacrée à notre connaissance à cette analyse, que la déréglementation et la globalisation dès les années 1980 soient à l'origine de l'augmentation concomitante des inégalités et de ce que nous appelons la colonisation financière.²³

A la différence de la croissance économique, la croissance financière (il s'agit d'une explosion), ne s'appuie que sur une vision quantitative et à court terme du seul développement financier souvent réduit à un agrégat de crédit exprimé en pourcentage de PIB.

²³ Cf. BRANDT op. cit.

J.M. Brandt

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

On distingue quatre périodes de concomitance du crédit et du développement économique (cf graphique 74 p. 27 et 2 page 28) :

- 1870 - 1914 : financement de l'industrialisation croissante de l'économie par l'augmentation de la part du crédit dans la richesse nationale (PIB) de 20 à 50 %
- stagnation de la croissance du crédit depuis 1914 avec la 1^{ère} Guerre mondiale, effacement des avances de hausse avec la Grande Dépression de 1930 et effondrement du crédit pendant la 2^{ème} Guerre mondiale
- augmentation constante du crédit depuis 1948 (25 % PIB) jusqu'en 2008 (100 % PIB)
- déclin marqué depuis 2008 du crédit et du développement industriel (ce sont les Etats et les Banques centrales qui ont repris les dettes, non pas de l'économie, mais de la finance d'essence spéculative)

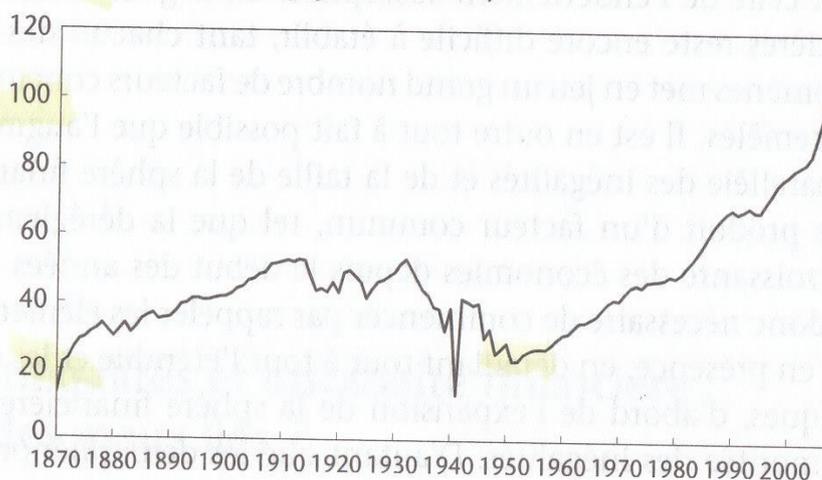
UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

Concomitance de la part du crédit au PIB et de l'évolution économique en général :

74 L'ÉCONOMIE MONDIALE 2016

Graphique 1. Évolution des crédits bancaires sur longue période
(en % du PIB, moyenne sur 14 pays, 1870-2008)



Note : les 14 pays sont l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse.

Source : Schularick et Taylor [2012].

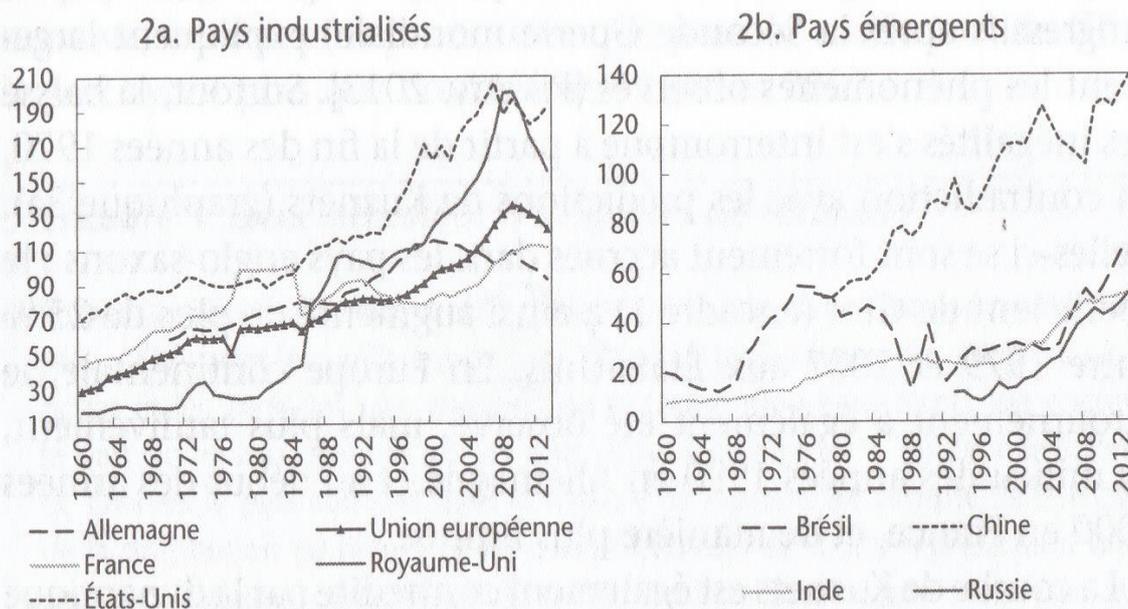
provient des marchés financiers, mais c'est celui que retiennent la plupart des études, qui au mieux étendent la mesure au crédit total (celui distribué par l'ensemble des institutions financières)

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

Concomitance de la part du crédit au PIB et de l'évolution économique, différences pays industriels et émergents :

Graphique 2. Évolution du crédit total au secteur privé
(en % du PIB)



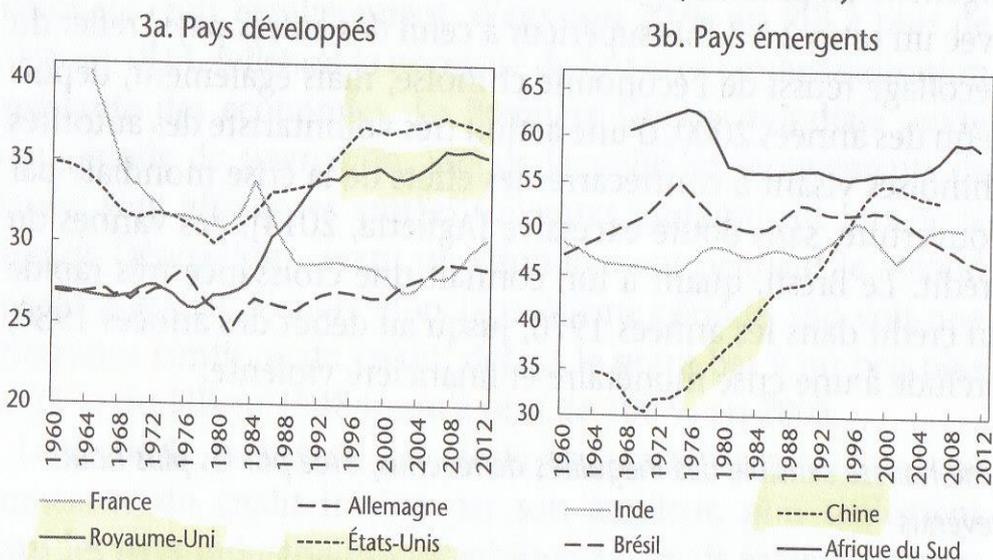
Source : Banque mondiale, *World Development Indicators*.

lentes, débouchant sur des ratios de crédit sur PIB une fois et demie à deux fois inférieurs à ceux observés aux États-Unis et au Royaume-Uni. Enfin, pour tous, un déclin plus ou moins net

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

Graphique 3. Évolution du coefficient de Gini (1960-2012)



Note : les coefficients de Gini sont construits à partir du revenu disponible des ménages.

Source : Standardized World Income Inequality Database (SWIID),
version 4.1, mars 2014.

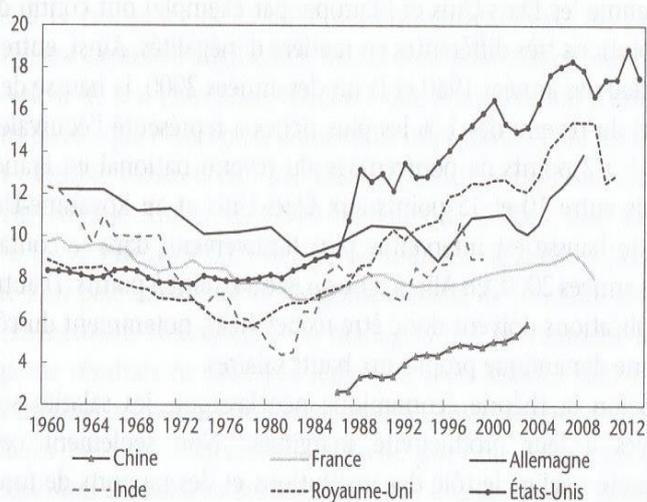
Une hausse plus forte des très hauts revenus sur la période récente. — Ces évolutions masquent, par ailleurs, des dynamiques accentuées des très hauts revenus sur les dernières décennies, comme le montre le graphique 4 qui présente l'évolution

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

extrêmes de la distribution du revenu (les très riches et les très pauvres) qu'au niveau des revenus moyens. Au cours des dernières années, l'attention s'est portée sur les revenus des très riches. Un important travail statistique a permis de renseigner la part des revenus perçus par les 10 %, 5 %, 1 % et 0,1 % les plus riches pour un grand nombre de pays (*World Top Incomes Database*).

Graphique 4. Part du revenu détenu par les 1 % les plus riches (en %)



Source : *World Top Incomes Database*, 2015.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

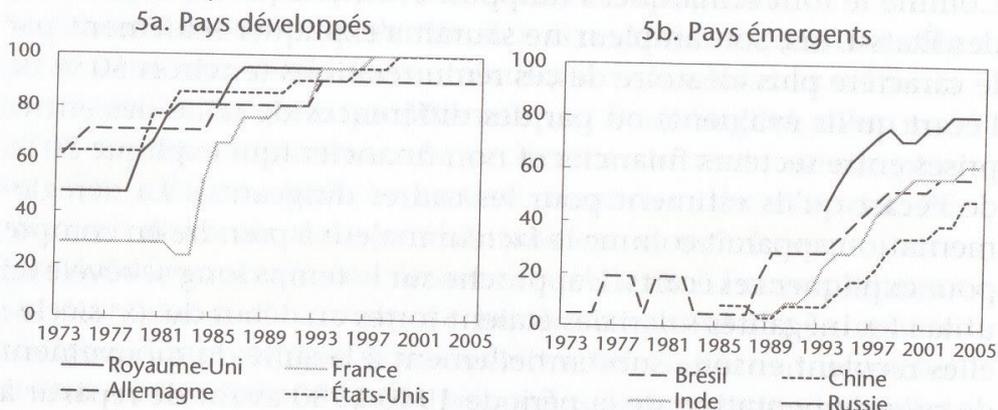
On assiste à une hausse accélérée de plus hauts revenus sur la période de la crise de 2007 à ce jour. Le coefficient de Gini (Cf. graphique 3 page 29) mesure l'écart entre le revenu de 10 % des plus riches et de 10 % des plus pauvres, ou encore la part de revenu des plus riches (souvent le 1%, Cf. graphique 4 page 30). Compris entre zéro et cent, zéro représente l'égalité parfaite.

On parle de rente des plus riches : leur enrichissement ne se fait pas au bénéfice de tous, mais par l'appropriation d'une partie des richesses créées par la totalité de la population. Selon l'économiste Stiglitz les politiques publiques des EU depuis les années 1980 (fin des Trente Glorieuses et début de la Grande modération) ont permis au 1 % de plus riches de capturer en leur faveur le système régulateur, transformant les politiques publiques (fiscalité, mondialisation, libéralisation financière).

C'est la financiarisation croissante de l'économie qui est la source de ce phénomène et le secteur financier, par ses salaires et ses gains, empiète toujours davantage sur la sphère économique et productive (Cf. graphique 82 ci-dessous).

82 L'ÉCONOMIE MONDIALE 2016

Graphique 5. Indice de libéralisation financière
(de 0 % à 100 %)



Note : construit à partir d'une base de données du FMI sur la période 1973-2005, l'indicateur de libéralisation financière synthétise un grand nombre de critères réglementaires relatifs à la supervision bancaire, à la concurrence sur les marchés de crédit, au contrôle exercé par l'État sur le volume de crédit distribué ou les taux d'intérêt et les mouvements internationaux de capitaux.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

7.4- Conclusion provisoire

Conséquence de la financiarisation, le crédit s'est substitué à l'économie des ménages (pauvres et classe moyenne) et plus précisément à la hausse de leurs revenus. Aux EU par exemple la croissance de la Grande Modération (depuis les années 1980) ne s'est pas communiquée à la population en général, le contraire pour le 10 % des plus riches. C'est pourquoi le gouvernement (en particulier G.W. Bush, et plus que tout autre) a favorisé, par les instances monétaires, l'accès aux crédits de la population, allant jusqu'à la forcer par l'appât des *subprime*. D'où le relâchement de la politique monétaire et d'où la déréglementation dès les années 2000 et l'accélération de la libéralisation financière mondiale sous l'impulsion nettement prédominante US.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

8- ET LA SUISSE ?

8.1- Contexte mondial

Les effets sur le *commerce mondial* de la crise de 2007 ont été très importants à la fois en termes quantitatifs et qualitatifs. Le *PIB* mondial a baissé en 2008 de 2 %, les *échanges* de biens et services ont chuté de 10 % en volume, tandis qu'en 2010 l'un et l'autre reprenaient respectivement 4.1 et 13 %. On voit que les *échanges commerciaux*, très sensibles aux tensions économiques, anticipent une réalité pire, attitude qui a pour effet de renforcer lesdites tensions. La crise financière a eu pour conséquences en effet l'immédiate *méfiance* et les restrictions qui s'en suivent sur les crédits commerciaux, les garanties aux échanges, etc.

Depuis ces sursauts, qui n'ont pas été sans dommages considérables sur les agents économiques occidentaux tels les banques et les intermédiaires commerciaux, on assiste à une *lente reprise* du *commerce mondial*, qui met en lumière les *nouveaux pôles* économiques déterminants pour l'avenir en particulier l'Inde, la Chine et l'Amérique du Sud avec le déclin de l'Europe et la détérioration de la qualité de l'emploi aux EU et aussi en UK. C'est pourquoi les niveaux d'avant la crise de 2007 ne sont pas atteints. La croissance du PIB mondial, en effet atone, diffère peu de la période 1995- 2007 (la Grande Modération) : 2.4 % à 2.6 % de 2012 à 2014 contre 3.5 % de 1995 - 2007 mais la croissance du commerce mondiale, qui reflète plus directement l'état des lieux, était deux fois plus forte que celle du PIB avant 2007.

C'est probablement que la *nouvelle répartition des pôles* d'échanges et de richesses qui a fait suite aux dynamiques, dès les années 1980, des mondialisation, déréglementation et technologie de la communication, s'est *stabilisée* et que la création de richesses se concentre à nouveau, en particulier depuis 2007, entre les mains d'un *nombre toujours plus restreint d'agents*, en particulier ceux de la finance internationale. La crise a de même donné un coup d'arrêt au *taux d'ouverture mondiale* qui passé de 18 à 30 % de 1993 à 2008 et est revenu à 29 % depuis 2011! Il est clair que le *ralentissement du commerce mondial* est dû à l'*atonie de la croissance* et à l'absence de confiance dans les réseaux et dans l'avenir.

Assiste-t-on à une remise en question d'ordre conjoncturel ou structurel ? Référons-nous au modèle dit "de gravité". Celui-ci porte sur l'analyse quantitative des flux commerciaux par secteurs et plus particulièrement les facteurs d'offre (valeur ajoutée industrielle), de demande (PIB) et de la présence d'accords commerciaux. Le modèle montre qu'une croissance de 1 % du PIB correspond à une augmentation de la valeur des échanges commerciaux de 1.4 % à court terme et de 1.7 % à long terme. Pour la zone euro l'atonie du commerce s'explique ainsi essentiellement par la *faiblesse de la croissance* et non pas, bien évidemment finalement, par un *problème lié aux échanges*. C'est le contraire pour les EU, la Chine, le Japon et la Corée où la valeur du commerce demeure très inférieure à ce que devait entraîner la croissance, et cela surtout en Chine, celle-ci s'étant démarquée avant la crise par une envolée de son commerce excédant les valeurs du modèle.

Cette *contraction générale* a fait renaître une tendance de fond au *protectionnisme* dans la majorité des Etats. On parle de *mark protectionnisme* ou protectionnisme trouble. Bien qu'il soit délicat d'en tenir le compte, on estime à 600 les mesures de cette nature prise depuis la crise de 2007 - 2008,

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

dénotant un esprit nouveau contraire à celui prévalant depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, à savoir la coopération gérée par les organismes multinationaux et Trans-étatiques. Ces mesures contribuent de façon institutionnelle au ralentissement d'échanges et de la croissance mondiale.

Un second facteur de changement réside dans les *chaînes de valeur mondiales*, soit la tendance croissante des multinationales à décomposer le processus de productions en un très grand nombre de tâches, effectuées dans un grand nombre d'Etats différents, dans le but d'optimiser les différences de qualification, technologies, coûts des facteurs, politiques sociales et fiscales, etc. Cette *fragmentation* multiplie l'échange international et joue un rôle déterminant dans l'évolution du commerce mondial entre les années 1980 et 2000, sans pour autant correspondre à une valeur ajoutée économique. Ces chaînes de productions optimalisées sont arrivées à essoufflement, voire deviennent fiscalement répréhensibles et elles provoquent une rupture de tendance à long terme. Or la *Chine*, qui a pris le rang de premier commerce mondial en export-import joue un rôle majeure dans la fragmentation de la production et aussi de la commercialisation.

La croissance *chinoise* se recentre depuis la crise de 2007 - 2008 sur la *demande intérieure*, alourdissant les conséquences immédiates pour l'occident, marquant ainsi la fin d'une période d'explosion de l'offre internationale ou des échanges et simultanément la fin de l'éclatement de la production entre de multiples pays. Les chaînes de valeur mondiales ne seront plus ainsi l'accélérateur des échanges comme avant la crise.

8.2 Et la Suisse ?

De manière générale on doit aujourd'hui constater que le Conseil Fédéral, en particulier Evelin Widmer-Schlumpf en charge des finances, et ses prédécesseurs avant elle, n'ont pas compris le changement des dynamiques mondiales et se sont empêtrés, et ont empêtré la Suisse dans ce qui apparaît comme une *impasse*.

Ces dynamiques sont la mondialisation sous la double forme de la *polarisation politique* au caractère informel et instable et de la *polarisation financière* au caractère colonisateur, la déréglementation de nature *cartellaire*, l'extension du *droit souverain* et de son appareil judiciaire au-delà des frontières en particulier pour les USA, le *mépris des valeurs démocratiques* pour l'UE s'agissant de petits pays membres (la Grèce) ou non-membres (la Suisse), *l'instrumentalisation de la religion et de l'intolérance* au profit du pouvoir, en bref le glissement de la *coopération* de l'Après-guerre (avec son expression socio-économique positive des Trente Glorieuses pour l'Occident) vers la *confrontation* avec son expression chaotique financière et guerrière.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

Pour la Suisse les défis sont

structurels, à plus long terme :

- les dynamiques de polarisations mondiales
- l'indépendance, la souveraineté, l'identité, l'isolement, la mise en cause des principes de subsidiarité et de solidarité, l'éclatement national
- le plein-emploi, le bien-être, le bien-vivre

structurels à moyen-terme :

- ***votation du 9 février 2013 "Contre l'immigration de masse"*** (Initiative populaire)

Libellé

L'initiative exige un changement de système dans la politique d'immigration. Elle veut limiter l'immigration et demande à cet effet que l'Etat fixe des plafonds pour les autorisations délivrées dans le domaine des étrangers et dans celui de l'asile. La question à laquelle vous devez répondre : Acceptez-vous l'initiative populaire «Contre l'immigration de masse»?

Recommandations officielles

Le Conseil national a rejeté l'initiative par 140 voix contre 54 et 1 abstention; le Conseil des Etats par 37 voix contre 5 sans abstention.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE
La crise ? Quelle crise ?

Mots d'ordre des partis :

Objet	PLR	PDC	PS	UDC	PEV	PVL	PBD	PES
Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire	oui	oui	oui	non	oui	oui	oui	oui
Initiative «Financer l'avortement est une affaire privée»	non	non	non	oui	oui	non	non	non
Initiative «Contre l'immigration de masse»	non	non	non	oui	non	non	non	non

Résultats

09.02.2014	Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire	O	62.0	56.2
09.02.2014	Initiative «Financer l'avortement est une affaire privée»	I	30.2	56.4
09.02.2014	Initiative «Contre l'immigration de masse»	I	50.3	56.6

O: Référendum obligatoire

F: Référendum facultatif

I: Initiative populaire

OFS/Statistique des votations

Détails Initiative «Contre l'immigration de masse» :

J.M. Brandt

2015

28 octobre, 4,11 novembre

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

	Oui	Non	% Oui	% Non
Peuple	1'463'854	1'444'552	50.3	49.7
Cantons	12 5/2	8 1/2		

Participation 56.57%

Le projet a été accepté

Analyse

Le libellé porte à la confusion par le mélange de *l'immigration* et de *l'asile politique*, de *l'immigration extérieure* et *intérieure* à l'UE, de *l'immigration économique* ou de confort et des étrangers, et fait l'impasse sur les modalités de blocages institutionnels du principe de *Libre circulation* européenne. Il représente une provocation populiste, revancharde, malhabile, volontairement trompeuse face à la politique du CF et à celle de l'UE, typique d'une frange zurichoise de l'UDC qui joue à grands renforts de moyens financiers sur une tendance puérile d'essence revancharde et qui est l'expression des véritables frustrations de certains personnages connus pour leur malhonnêteté et leur prétention.

Les *recommandations* politiques de la majorité politique étaient contraires au résultat.

La *différence* entre oui et non est minime et provient de l'opposition villes-campagnes au niveau des Cantons.

Le partage est significatif de l'enjeu, de sa compréhension et de la *corruption populiste* amenée par l'UDC. Cela dit il est vrai que l'UDC devrait disposer de deux sièges au CF et que la nébuleuse créée par les partis politiques avec l'arrivée d'Edvin Widmer-Schlumpf et la création de pseudo-partis comme le libéral-radical et le parti bourgeois-démocratique ne pouvaient perdurer.

D'un côté les votants n'ont pour partie par compris que les enjeux européens de la Suisse, en particulier les bilatérales. Leur dynamique ne mettait pas en question l'identité et l'intégrité nationales, et par conséquent l'initiative créait un problème inutile. D'un autre côté il apparaît aujourd'hui que, de la manière dont l'UE (en particulier Emmanuel Barroso, Jean-Claude Juncker), et certains de ses membres (en particulier la France) traitent la Suisse sans le respect ni des Traités, ni de sa dignité démocratique justifient un repli de la Suisse sur son identité et un durcissement de sa politique, notamment en exigeant désormais et obtenant la réciprocité. Le cadre de l'OCDE devrait être privilégié au détriment de tout autre cadre, les négociations bilatérales exceptées.

J.M. Brandt

28 octobre, 4,11 novembre

2015

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

L'échéance est à moyen terme (2017) et il faut laisser le CF faire son travail. Le départ d'Edvin Widmer-Schlumpf permettra de changer enfin la mentalité et de reprendre les compétences nécessaires.

- *l'immigration*

Officiellement la Suisse attend entre 30 et 40.000 demandeurs d'asile. Sa politique et les structures mises en place sont précises, solides, efficaces, nous ajoutons humaines et parfaitement légales. Seuls quelques pays européens (Norvège, par exemple) sont à ce niveau.

En premier lieu la Suisse s'est faite grâce et avec l'immigration depuis le XVème jusqu'à nos jours et dispose aujourd'hui d'une proportion de 23 % d'étrangers, ce qui, le Luxembourg (pays atypique) mis à part, est unique. Il n'y a pas comme en France ou ailleurs de problèmes d'intégration ou d'assimilation.

Il s'agit de distinguer l'immigration économique et politique, soit le statut de migrants ou de réfugiés, puis aussi l'immigration en provenance de l'UE et celle de pays-tiers et faire prendre position au peuple suisse en conséquence. A la limite les clauses de sauvegarde européennes existent. Il s'agit d'en informer le peuple suisse et de se monter fermes vis-à-vis de l'UE.

Quant aux migrants politiques, la Suisse peut donner l'exemple et s'ouvrir en organisant le retour le moment venu comme elle l'a fait par le passé (Vietnam, Hongrie, Tchécoslovaquie).

L'immigration est une chance pour la Suisse et lui donne des arguments forts vis-à-vis de l'UE dont certains membres sont en train de renier et leur passé et les traités (Hongrie, Pologne, Tchéquie, etc.)

conjoncturels et structurels, à court terme :

- politique monétaire, indépendance du CHF expression du standing helvétique (taux de change, taux d'intérêt, liquidités à disposition, inflation, relance économique, indépendance politique)
- fiscalité des personnes physiques, des entreprises suisses et étrangères, attractivité, recherche et développement, positionnement stratégique industriel, qualité enseignement, diversification économique, rayonnement international, train de vie national
- protection de la sphère privée, secret bancaire, crédibilité, attractivité, fondement démocratique, rôles de l'Etat et du citoyen, cohésion nationale
- coopération européenne, coopération extra-européenne,

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

- OCDE, FATCA²⁴, MROS²⁵, GAFI²⁶
- immigration, naturelle, accidentelle, réfugiés, migrants, à court terme, à long terme, pressions extérieures, mise en cause européenne
- loi du plus fort et culture nationale

8.3 En guise de conclusion

Pour le monde ?

Il n'est pas de conclusion opportune si ce n'est celle qui permette d'ouvrir l'avenir avec *foi* ou *conviction*. La nouveauté est que nous savons que nous ne reviendrons pas à la croissance des Trente Glorieuses, et que nous n'avons plus les moyens en Occident, avant tout dans l'UE, d'alimenter un nouveau cycle de la Grande Modération. L'essentiel des ressources a été consacré à sauver le système financier et, à travers lui, nos structures de vie au quotidien. Ce faisant il a été donné une vigueur inédite au système financier qui est seul à avoir accompli une mondialisation déréglementée et ceci au profit d'un oligopole qui ne répond à aucune autre règle que celle du pouvoir.

Il faut ainsi à nos yeux accepter un fait, soit que la crise de 2007 - 2008 est terminée et que nous sommes entrés dans un *nouvel ordre de nature financière au caractère instable*. On pourrait parler d'"ubérisation" de l'économie. Sont ainsi remis en cause les principes de *coopération* et d'articulations juridique et *conventionnelle* qui ont permis la reconstruction de l'après-guerre. Le *système financier*, après l'ouverture mondialisée de la déréglementation et la montée d'une structuration politique du chaos, a pris *le relais du système économique* dès la fin des années 1980 et a conquis un espace de liberté absolue (dans le court terme). Les défis sont le maintien de la *philosophie de vie européenne* qui repose sur la *sécurité sociale* au sens le plus large, malgré les tensions de ruptures intra et extra-générationnelles. Les foyers de *prégnance absolutiste* pour la jeunesse en mal d'idéal ou d'avenir se développent comme le cancer dans les pôles de religiosité. Plus que jamais *l'Europe est vulnérable*, non pas en raison de la montée des absolutismes extérieurs, mais en raison de son *absence de foi ou de conviction*. Les EU, avec le président Obama auront fait une *tentative d'ouverture* sur un monde bipolaire avec la Chine et multipolaire sans la Chine, et de *contenance du système financier* sur une base réglementaire. Ils auront laissé, avec tout l'Occident derrière eux, se disloquer les structures nationales vieilles de deux-cent ans issue de la Révolution industrielle (et qui ont fait à la fois la prospérité occidentale et sa puissance militaire et coloniale) désagréger cette innovation occidentale qui a fait son succès : *l'Etat de droit à fondement démocratique*. Le résultat est que les EU sont devenus une *puissance coloniale par la finance et le militaire*, que leur souveraineté s'étend partout dans le monde, que les structures de Etats souverains et démocratiques sont remises en cause, que *l'UE se crispe sur elle-même dans une caricature malsaine des EU* et que les *valeurs occidentales*, au

²⁴ Foreign Account Tax Compliance Act

²⁵ Money Laundering Reporting Office-Switzerland,

²⁶ General Authority for Investment and Free Zones, Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux
J.M. Brandt

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

fondement judéo-chrétien, sont abandonnées pour des profits cartellisés de *pouvoir* et de *richesse* à court terme.

Le monde qui se construit sous nos yeux ne se réfère plus au Vieux continent, à l'Etat de droit au peuple souverain, ni encore à la réciprocité intergénérationnelle. Il se réfère à la confrontation transposée du champ militaire aux champs financier et économique avec des spots militaires qui se développent dans les intervalles laissés vides.

Pour l'Europe, c'est une opportunité inédite de se remettre en question, de se restructurer en *strates d'intégration différenciées*, afin de récupérer, autour de principes de *solidarité*, de *réciprocité* et de *subsidiarité*, avec la *confiance* en soi et dans son destin, la dynamique de son développement à la fois autonome et ouvert sur le monde. Pour les EU c'est l'opportunité de choisir l'Occident ou l'Asie.

Pour la Suisse ?

La suisse, contrairement à l'UE, n'a pas attendu pour prendre les mesures de sauvegarde nécessitées par la crise de 2007 - 2008. Le problème bancaire était résolu dès 2008. L'ensemble des points critiques est au vert, à l'exception d'une *crise institutionnelle* provoquée la fois par le manque de vision et réalisme des politiques (les partis et le gouvernement) et par la *corruption idéologique* semée par l'aile zurichoise de l'UDC sous influence de Christophe Blocher.

En forme de conclusion, et partant des considérations générales précédentes, nous proposons d'ouvrir l'avenir sur quelques de défis qui manifestement se présentent :

- *Formation*. Elle est l'une des clés de la prospérité helvétique.

Alors que les EU nous incitent à les aider à introduire chez eux *l'apprentissage dual*, nous devons enfin négocier d'égal à égal comme c'est notre compétence au sein de l'OCDE, soit élargir l'ouverture de l'apprentissage et la conditionner à un traitement en réciprocité avec les EU d'abord. Il n'est pas normal que les EU et l'UK demeurent les seules places à privilèges d'opacité financière et fiscale d'intensité industrielle, d'autant plus que ces pôles se développent et concentrent la plus grande part de la finance mondiale

Les Ecoles polytechniques et les Universités doivent recevoir du CF le soutien nécessaire pour que les mesures de rétorsion soient dénoncées comme contraires aux Traités et fassent l'objet de renégociations à l'échelon multilatéral (OCDE). La

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

poursuite de leur développement est la meilleure garantie des ouvertures en coopération.

- *Fiscalité.* Elle est la marque de la souveraineté d'un Etat. La Suisse doit faire passer la révolution fiscale du taux unique dite "fiscalité à Broulis". Elle ne fera plus la cible des attaques opportunistes en discrimination et conservera son attractivité. Toute négociation avec l'extérieur doit rester ouverte, mais uniquement dans le cadre de l'OCDE et la Suisse ne doit plus faire la politique de la chaise vide, au contraire doit se manifester avec son droit de veto et aligner les enchères au plan multilatéral. Elle ne doit pas accepter les crises sans riposter par des critiques de même nature. L'exemple de la politique épinglée du Luxembourg à propos des *ruling* fiscaux après le départ de Jean-Claude Juncker est explicite de la naïveté suisse. De saines et prometteuses réactions en récupération de notre souveraineté ont eu lieu déjà. Par exemple les limites données à la lutte contre le blanchiment, l'enterrement (certes provisoire, mais cela nous replace en position de combat et de négociation) de l'abolition du secret bancaire pour les Suisses, la volte-face du TF sur les *ruling* fiscaux dont la compétence est retournée aux Cantons.

L'éthique. De manière générale, l'Occident est implicitement encore plus qu'explicitement à la fois revendicateur et redevable aux yeux du monde d'éthique, ou du moins de conformité démocratique et réglementaire. C'est le modèle occidental dont nous ne répéterons jamais assez qu'il repose sur un fondement judéo-chrétien. Le scandale des banques et de la finance, celui de VW montrent non seulement que l'Occident est en voie de faillir à son image et à sa mission, entraînant une perte d'image, une perte de confiance à l'intérieur notamment auprès des jeunes comme à l'extérieur, perte qui risque de remettre en question sa crédibilité. Si les EU en ont l'habitude et savent compenser par la puissance ou la force, l'Europe n'en a ni l'habitude ni la force. Et le retour à nos valeurs est notre seule force fondatrice libératrice. La crise crée cette opportunité. La Suisse devrait se remettre en question notamment après le scandale des banques et celui de la FIFA, ouvertement, de manière critique, tirer les conclusions qui s'imposent et annoncer qu'elle donne toute correction pour l'avenir. Elle consoliderait son créneau de crédit et de source de confiance qui a fait son image et qui a attiré tant d'organismes multinationaux sur son territoire depuis 1950, lesquels contribuent de manière déterminante à sa prospérité.

- *Indépendance financière.* La Suisse a les moyens de conserver son indépendance financière. Il s'agit d'abord de rétablir le dialogue entre la BNS, la FINMA, les banques, les commissions des Banques et le CF. De même entre la BNS et les autres banques centrales. Il s'agit ensuite de confirmer la BNS dans son indépendance, de consolider son management par d'anciens banquiers d'affaires à la morale sûre, de laisser une partie de son bilan s'investir dans un fond indépendant dont le but est de sauvegarder les intérêts de l'économie suisse, et enfin de maintenir le CHF indépendant sauf exception.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

La crise ? Quelle crise ?

Il s'agit pour la Suisse, plus que jamais, de croire en son destin et de se rassembler sur ses points forts qui sont nombreux et diversifiés. Un problème tient dans les familles qui trop souvent se décomposent avec des enfants en perte de foi, de conviction, d'identité et de morale (les modèles parentaux, dont celui de la mère s'évanouissent). Un autre problème tient dans la faiblesse de vision du CF en période de tempête, et les partis politiques ne devraient pas chercher à se mettre en avant en se substituant au CF. C'est tourner en rond sur du vide. Ils devraient d'abord se montrer crédibles envers leurs troupes, ce que seule l'UDC parvient à accomplir de manière efficace, et ensuite assurer le CF d'une plate-forme de débats et de solidarité selon le principe de la subsidiarité enfin de retour. Les jeunes parents ne devraient pas perdre de vue le principe de solidarité et ne pas se contenter d'une position égocentrique avec une vision de réussite à court terme, ni de se confiner dans l'exploit comme marque de fabrique, en particulier avec leurs enfants. Enfin le retour aux valeurs qui ont fait la prospérité de l'Occident, dont le courage de la religion ou de l'éthique ouverte, tolérante et déclarée, qui sont parfaitement à la portée culturellement et économiquement de tout un chacun ici, en particulier en Suisse, est le gage d'une indispensable adaptation au monde nouveau qui est fait d'instabilité financière et de négation de l'autre, par deux dynamiques absolutistes typiques de notre siècle : la finance colonisatrice et la religion impérialiste.